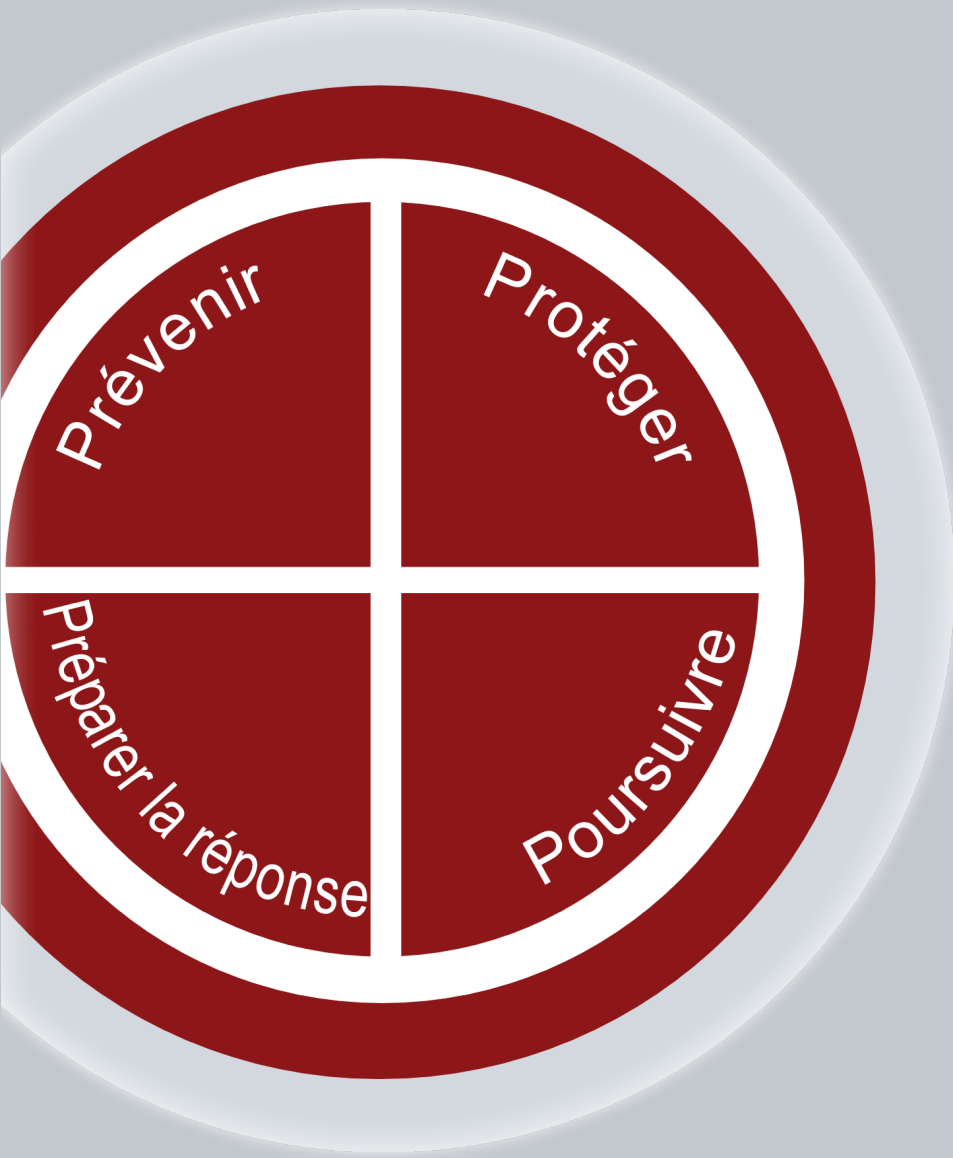


STRATÉGIE NATIONALE Contre le Terrorisme

2019



Catálogo de publicaciones de la Administración General del Estado
<http://publicacionesoficiales.boe.es>

Edita:



© Editor, 2019

NIPO (edición electrónica): 042-19-006-4

Fecha de edición: abril 2019

Imprime: imprenta ROAL, S.L.

Los derechos de explotación de esta obra están amparados por la Ley de Propiedad Intelectual. Ninguna de las partes de la misma puede ser reproducida, almacenada ni transmitida en ninguna forma ni por medio alguno, electrónico, mecánico o de grabación, incluido fotocopias, o por cualquier otra forma, sin permiso previo, expreso y por escrito de los titulares del © Copyright.

STRATÉGIE NATIONALE Contre le Terrorisme

2019

La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme a été approuvée par le Conseil de Sécurité Nationale.

Le Ministère de l'Intérieur, par le biais du Centre d'Intelligence contre le Terrorisme et le Crime Organisé, a été le responsable de coordonner sa réalisation.

Des organismes provenant du Ministère des Affaires Extérieures, de l'Union Européenne et Coopération, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Défense, du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Présidence ont participé tout au long de sa réalisation.

Nous avons tenu compte des contributions réalisées par un groupe d'experts représentant le domaine universitaire, la société civile et les victimes du terrorisme.

PRÉFACE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Dans une société ouverte, diverse et démocratique comme la nôtre, la sécurité est un pilier essentiel sur lequel se base notre cohabitation en paix et en harmonie. La sécurité est aussi une grande responsabilité, une tâche commune où l'on est tous impliqués, mais où il y a des milliers d'agents publics qui travaillent jour à jour et tous les jours pour que la citoyenneté espagnole puisse jouir d'un des plus hauts niveaux de sécurité de toute l'Union Européenne.

Mais il existe de graves menaces pour notre sécurité et le terrorisme est, sans doute, une des principales menaces auxquelles notre pays fait face. Un phénomène qui a subi un énorme changement les dernières années, par la variation de certains de ses acteurs principaux et une portée inédite de sa propagande perverse, mais avec les mêmes méthodes barbares et ses terribles conséquences par rapport aux pertes humaines. Les victimes du terrorisme sont celles qui ont le plus souffert et il faut, maintenant et toujours, centrer nos actions les plus décidées et déterminées envers elles.

Le monde a changé, avec un terrorisme de plus en plus global. Une menace commune dont la seule option possible est agir aussi en opposition d'une manière commune, coordonnée et coopérative. De plus, l'Espagne est maintenant plus préparée que jamais pour faire face au terrorisme, avec les meilleurs professionnels et la meilleure expérience après avoir éradiqué avec succès le terrorisme de l'ETA qui a tellement causé de souffrances pendant plusieurs années dans notre pays.

Et maintenant, nous avons aussi notre propre cadre stratégique pour la Sécurité Nationale. Un façonnage stratégique et organisateur auquel il faut intégrer une nouvelle Stratégie Contre le Terrorisme. Un document nouveau qui naît du besoin d'adapter notre vision stratégique pour faire face au terrorisme, s'adapter aux changements du phénomène terroriste qui ont été

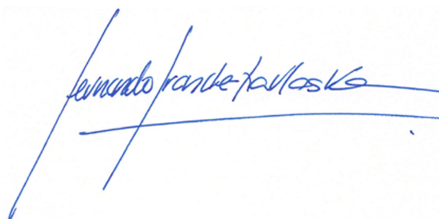
PRÉFACE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

réalisés dans notre pays et dans notre environnement et recadrer les actions dans le Système de Sécurité Nationale.

C'est ainsi que cette Stratégie Nationale Contre le Terrorisme est née, comme un domaine partagé, adapté à la réalité sociale et qui surgit de la ferme détermination de lutter contre le terrorisme pour défendre nos citoyens.

Une nouvelle Stratégie qui, pour la première fois, se définit comme un document public, le meilleur exercice de transparence et en accord avec ce que nos partenaires et alliés ont fait jusqu'à maintenant. Une nouvelle Stratégie qui deviendra le support des futurs plans d'action, développements et exécutions opérationnelles qui fourniront, sans doute, une plus grande et meilleure sécurité à nos citoyens face à la barbarie terroriste.

Nous faisons face à la pire menace avec le mieux pour la libre cohabitation citoyenne. Et nous le faisons avec détermination, fermeté et visant le futur avec espoir



Fernando Grande-Marlaska Gómez

Ministre de l'Intérieur



SOMMAIRE

Note de Synthèse.....8

Chapitre 1

Une nouvelle Stratégie Nationale Contre le Terrorisme..... 12

Chapitre 2

La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent..... 18

Chapitre 3

Principes, mission, approche et objectif	30
--	----

Chapitre 4

Piliers et plans d'action	34
Prévenir	36
Protéger.....	43
Poursuivre.....	50
Préparer la réponse.....	60

Chapitre 5

La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme dans le Système de Sécurité Nationale.....	68
---	----

Chapitre 6

Dernières considérations. Validité, évaluation et mise à jour.....	72
--	----



Note de Synthèse

Ce document naît de la volonté d'être constitué dans le cadre politique et stratégique pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Garantir le respect pour les droits humains et assurer la pratique des libertés publiques sont les bases de cette Stratégie, en accord avec les valeurs de la Constitution espagnole. De cette manière elle vise à contribuer pour promouvoir les conditions qui garantissent la liberté, l'égalité et la sécurité de toute la société, les citoyens et ses institutions. En résumé, elle s'est concrétisée comme suit:

- La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme fait partie du Système de Sécurité Nationale, étant entendu que le terrorisme et l'extrémisme violent, sous toutes ses formes, constituent une des principales menaces pour la Sécurité Nationale et l'ordre démocratique puisqu'ils touchent aux valeurs et principes essentiels qui déterminent notre cohabitation.

- Le développement technologique a rendu plus facile l'accès aux ressources disponibles pour les groupes terroristes ce qui a intensifié leur capacité de financement, recrutement, instruction et leur propagande.
- L'impact des tendances générales et l'évolution de la menace nous obligent à adapter constamment les capacités du système de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. La mise à jour régulière, avec une vision prospective et des réponses intégrales, coordonnées et coopératives, devient indispensable dans le plan national et international.
- La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme remplace la Stratégie Intégrale contre le Terrorisme International (EICTI) de l'année 2012, s'adapte à la nouvelle situation de la menace et accorde son contenu à la Stratégie de la Sécurité Nationale de 2017.
- Elle s'inspire des maximes de transparence, communication publique et engagement de toute la société, dans le but d'intégrer et coopérer les différentes Administration et le secteur privé, de la même façon que nos partenaires et alliés ont fait.
- Elle reconnaît le soutien et l'assistance intégrale et permanente aux victimes du terrorisme, respectant sa dignité et sa mémoire avant tout.
- Les principes qui la dirigent sont la vision globale, l'engagement et la responsabilité partagée, l'unité pour l'action, la cohérence, efficacité et prospective, la résilience, la transparence et accessibilité, l'aptitude et durabilité, et l'analyse, évaluation et capacité d'adaptation.
- Sa mission se base sur la protection de la liberté, des droits, de la sécurité et du bien-être des citoyens à travers la neutralisation de la menace que le terrorisme et de l'extrémisme violent représentent contre les citoyens et les intérêts des espagnols en Espagne et à l'extérieur et dans les espaces communs du monde.

- Sa vision se base sur la promotion des conditions de liberté, sécurité et justice nécessaires qui encouragent la cohabitation entre tous les citoyens, en contribuant à la consolidation d'une société démocratique, diverse et résiliente face au terrorisme et à l'extrémisme violent.
- Son objectif vise à neutraliser la menace que le terrorisme contre les citoyens et les intérêts des espagnols représente à l'intérieur et au-delà des frontières, en réduisant la vulnérabilité de la société et faisant face aux processus de radicalisation qui emmènent vers l'extrémisme violent.
- Elle poursuit les pas de la Stratégie Contre le Terrorisme de l'Union Européenne et des Nations Unies et élabore une structure définie en quatre piliers : Prévenir, Protéger, Poursuivre et Préparer la réponse. Dans chacun de ces piliers il faut considérer l'objectif général propre, ses axes prioritaires et les objectifs spécifiques et plans de stratégie à suivre dans le domaine intérieur, extérieur et des espaces communs du monde.
- Le pilier « Prévenir » développe les plans stratégiques nécessaires pour détecter et éviter l'apparition, développement et propagation du terrorisme et des extrémismes violents en abordant les causes et en protégeant les individus et collectifs les plus vulnérables.
- Le pilier « Protéger » façonne les plans stratégiques précis pour veiller sur la plus haute sécurité et protection de la société, les citoyens, les institutions et les intérêts nationaux, en réduisant la vulnérabilité des objectifs qui sont potentiellement sensibles face au terrorisme et à l'extrémisme violent.
- Le pilier « Poursuivre » établit les plans stratégiques pour la détection et la recherche des terroristes et extrémistes violents, de manière exhaustive et globale, en empêchant la planification et la mise en œuvre de ses actions, prenant aussi des mesures contre ses réseaux de support, logistique et financement et en assurant sa détention.

- Le pilier « Préparer la réponse » a pour but réduire au minimum les conséquences d'une action terroriste, en assurant au maximum le soutien aux victimes, la réparation des endommagements et la restauration vers la normalité à travers des actions et des plans prévus pour une récupération vite, tirant des leçons apprises pour préparer des actions de réponse futures.
- Pendant le développement de ces quatre piliers, il est nécessaire de continuer avec la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux dans des domaines spécifiques, comme la lutte contre la radicalisation violente, en matière de prévention et protection antiterroriste et le renforcement du contrôle des précurseurs d'explosifs (sur la base de la Loi 8/2017, du 8 Novembre), de même que l'établissement de nouveaux plans stratégiques des différents secteurs dans plusieurs domaines de l'activité administrative et autres spécifiques sur les domaines ainsi requis, particulièrement contre le financement du terrorisme et du radicalisme.
- Une période initiale d'une validité de quatre ans est établie, sauf si les événements et circonstances recommandent sa modification, pour prévoir la création d'un nouveau Comité Spécifique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et son intégration dans le Système de Sécurité Nationale.
- Les institutions compétentes de l'État doivent veiller sur la plus haute sécurité et protection de la société. Mais la société en général est appelée aussi à s'engager dans cette lutte. C'est une des raisons pour lesquelles la Stratégie Nationale Contre le Terrorisme sera publiée et dirigée à tous les citoyens.



Chapitre 1

Une nouvelle Stratégie Nationale Contre le Terrorisme

Dans ce chapitre on analyse les raisons pour lesquelles on a créé une nouvelle Stratégie Nationale contre le Terrorisme, ainsi que les principales caractéristiques qui soutiennent sa composition.

Pour quoi une nouvelle stratégie contre le terrorisme ?


Le terrorisme constitue une des principales menaces pour notre société ouverte et diverse, et attaque directement les valeurs et principes essentiels qui dirigent notre cohabitation.

Au cours des dernières années, le terrorisme international a été consolidé comme la menace principale pour notre pays. Pour répondre à cette menace, l'Espagne a adopté

en 2010 la Stratégie contre le Terrorisme International et la Radicalisation (EICTIR), en introduisant le terme « intégral » en 2012, avec ses principaux référents: la Stratégie pour lutter contre le Terrorisme (2005) et la Stratégie de l'Union Européenne pour Combattre la Radicalisation et le Recrutement Terroriste (2005, réformée en 2008, puis en 2014).

Après la fin de sa période de validité, il est nécessaire de refaire un plan stratégique, en tenant compte du fait que, depuis lors, la Stratégie de Sécurité Nationale (SSN) a été toujours approuvée dans ses éditions successives. Il est évident que la nouvelle Stratégie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme doit être synchronisée avec le cadre général stratégique de la SSN.

Au même temps, la définition, l'évolution et la nature de la Sécurité Nationale a subi une profonde transformation, parallèlement à l'évolution des menaces et des défis. Des dynamiques de transformation, dans un environnement de sécurité global, ont contribué ces dernières années à la révolution du cadre stratégique où opère la Sécurité Nationale et, par conséquent, à la lutte contre le terrorisme. L'intensification des tensions géopolitiques, des connectivités, la révolution technologique constante ou les dynamiques de polarisation sociale font partie des processus de transformation de l'environnement en général qui définissent aussi la caractérisation du phénomène terroriste auquel il faut faire face. Des processus de changement qui, au même temps, ont besoin d'une adaptation stratégique pour savoir comment aborder une vision globale pour lutter contre le terrorisme.



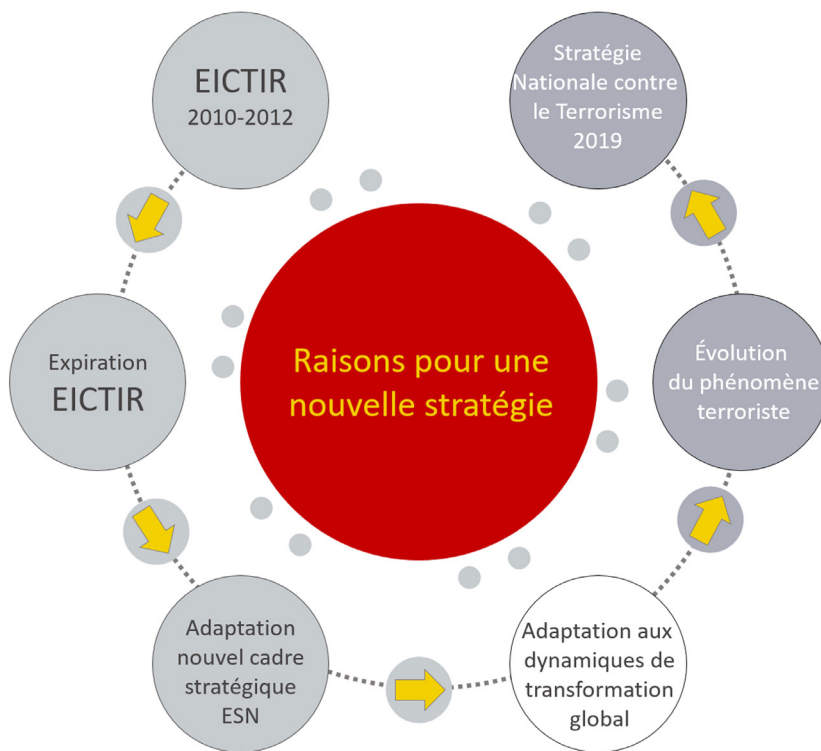
*La nouvelle
Stratégie s'adapte au
cadre stratégique de la
SSN et à l'évolution du
terrorisme*

Toute stratégie a besoin d'être vérifiée en détail et adaptée régulièrement, tenant compte l'évolution du phénomène auquel elle fait face. À cet égard, le terrorisme a subi une évolution virale au niveau mondial. Le phénomène du terrorisme constitue une des menaces qui ont acquis rôle principal majeur dans les dernières années, avec la radicalisation et l'extrémisme violent. Parallèlement, ce rôle principal a été favorisé par la grande capacité de transformation et d'adaptation des nouveaux acteurs terroristes dans un monde mondialisé et interconnecté.

Par conséquent, la pertinence et la mutation sont les caractéristiques essentielles de cette évolution du phénomène terroriste dans son ensemble. Ce sont des facteurs

qu'il faut aborder à partir de nouvelles démarches et approches, mais avec la même détermination pour lutter contre le terrorisme et la radicalisation violente qui menacent la cohabitation pacifique et libre de nos citoyens.


En ce qui concerne l'Espagne, depuis l'accord EICTIR, il s'est produit une évolution considérable de la menace terroriste. Certains des éléments clés de cette évolution dans ces dernières années sont l'augmentation de la menace, résultat de l'essor de l'organisation terroriste de DAESH, le phénomène des combattants terroristes étrangers (CTE) – espagnols ou résidents en Espagne qui sont partis en Syrie et en Iraq pour s'intégrer dans les organisations terroristes qui opèrent là-bas – et la vague d'attentats dans les pays voisins, qui arriva de manière tragique en Espagne en août 2017.



Une Stratégie adaptée à la nouvelle réalité

Le EICITIR a contribué pour faire face au terrorisme international du genre djihadiste avec une approche multidisciplinaire, en renforçant le cadre de référence dans lequel toutes les instances impliquées avaient interagit. L'intégration de la lutte contre la radicalisation violente comme axe principal de la Stratégie a été aussi un autre progrès. Par rapport au format de l'EICTIR, il s'agit d'un document déclaré Très Secret Défense par le Conseil des Ministres.

Les changements stratégiques qui ont été faits depuis l'accord de l'EICTIR et le besoin de s'adapter à une réalité qui évolue dans le domaine de la sécurité globale ont exigent une adaptation de l'approche stratégique de l'Espagne pour combattre le terrorisme. Une adaptation à cette nouvelle réalité pour définir cette stratégie comme intégrale, publique et conçue pour la sécurité des hommes.



*Stratégie intégrale,
publique et conçue
pour la sécurité des
hommes*

Une Stratégie avec une approche intégrale

L'EICITIR contribua à mettre l'accent sur la stratégie de la lutte contre le terrorisme en Espagne parmi toute la menace du terrorisme international. D'ailleurs, l'EICITIR fixait son attention sur la manière exclusive de ce genre de terrorisme. La situation stratégique du moment, l'irruption émergente du terrorisme international et la consolidation du déclin du terrorisme autochtone dans notre pays ont terminé par avoir besoin et l'opportunité de rédiger un document stratégique spécifique pour faire face à la menace que le terrorisme international représentait.

Après avoir intégré l'EICITIR, l'évolution du cadre stratégique du terrorisme dans notre pays a besoin d'une stratégie globale qui comprenne le terrorisme dans son ensemble et pas seulement une dimension terroriste déterminée.

De même, les stratégies de notre cadre de référence, l'Union Européenne, ainsi que celles de nos pays voisins et des autres pays alliés, terminent avec cette vision globale, tenant compte dans ses Stratégies du phénomène terroriste sous ses différentes manifestations et expressions d'organisation et d'idéologies.

Selon la tendance générale de la communauté internationale, cette Stratégie inclut le phénomène des extrémismes violents, d'après l'idée commune du besoin de renforcer la résilience de notre citoyenneté face aux idéologies extrémistes violentes et la radicalisation qui mène au terrorisme.

On observe des actions menées dans les espaces publics, toujours sous une vision globale, ce qui est un concept qui provient de la Stratégie de Sécurité Nationale. Le cyberspace, l'espace maritime et l'espace aérien et en dehors de l'atmosphère sont des espaces communs du monde qui se caractérisent par l'absence de frontières physiques et où l'attribution et réglementation de la juridiction sont compliquées. Ce sont des espaces idéales pour les actes du terrorisme et des extrémismes violents. C'est pour cela que ces espaces deviennent prioritaires au moment d'agir parmi l'approche globale de cette Stratégie Nationale.




*La Stratégie
comprend tout genre
de terrorismes et inclut
les extrémismes
violents*

Une Stratégie publique

Il s'agit de la première Stratégie contre le Terrorisme à caractère éminemment publique ce qui marque une rupture avec la tradition ancrée dans l'histoire particulière de la lutte contre le terrorisme dans notre pays. Les changements stratégiques qui se sont produits vont de pair avec un progrès social dans le domaine de la transparence des activités publiques et une plus grande demande des citoyens par rapport à la responsabilisation.

Ce caractère public des stratégies de sécurité a été déjà établi dans nos pays voisins et il en est également ainsi de la Stratégie de Sécurité Nationale.

D'autre part, le caractère public de la Stratégie rend plus facile sa connaissance et sa propagation, ce qui contribue à l'engagement de tous les secteurs sociaux et institutionnels qui, d'une manière ou d'une autre, collaborent à la mise en œuvre des plans d'action abordés par la stratégie.



*Le caractère
publique de la
stratégie rend plus
facile sa connaissance
et sa propagation*

De même, une citoyenneté plus informée sur les menaces est un élément clé pour promouvoir la résilience face aux conséquences des possibles attentats terroristes.

Une Stratégie pour la sécurité humaine

Une des obligations essentielles des pouvoirs est celle de créer un environnement de sécurité où les personnes se sentent protégées. Dans ce sens, la sécurité publique est une des composantes fondamentales de notre Système de Sécurité Nationale. On met l'accent sur la sécurité des personnes, sur l'être humain dans son ensemble, sur la sécurité humaine.

Ceci implique l'intégration de la perspective citoyenne, le traitement des causes de l'insécurité et pas seulement ses effets, le renforcement de la prévention ainsi que la réduction des vulnérabilités à travers des plans d'action qui rendent plus forte la résilience individuelle et collective des citoyens.

Cela signifie aussi une Stratégie axée sur les personnes, qui s'investit dans l'anticipation, préoccupée par le renforcement de la résilience, qu'elle soit intégrale, participative, coordonnée et transversale en plus de respectueuse avec les niveaux de qualité démocratique que notre société moderne et plurielle exige.



Chapitre 2

La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent

Dans ce chapitre on analyse la structure actuelle du phénomène terroriste et de l'extrémisme violent, ainsi que la position de l'Espagne par rapport aux menaces.

Structure actuelle du terrorisme et de l'extrémisme violent

Le terrorisme dénommé djihadiste est une des principales menaces auxquelles l'Espagne et la communauté internationale font face. Cette menace montre son idéologie radicale à travers ses actions partout dans le monde.

Le développement technologique a rendu plus facile l'accès aux ressources disponibles pour les groupes terroristes de même qu'une plus grande capacité de financement, recrutement, formation et divulgation. Dans le contexte de l'information massive et l'emploi généralisé des réseaux sociaux, les risques de diffusion augmentent, soit la

divulgateur terroriste soit la gestation des processus de radicalisation et d'extrémismes violents. Le financement de ce genre d'activités devient une valeur indispensable pour sa mise en œuvre. Beaucoup des activités terroristes n'auraient pas ce degré de risque potentiel et de menace sans ce financement.

Un des plus grands défis auxquels on devrait faire face est celui du phénomène des combattants terroristes étrangers, notamment la prolifération de ceux qui rentrent d'un territoire en guerre.


Le phénomène des combattants terroristes étrangers (CTE) en Espagne

- Plus de 230 personnes avec la nationalité espagnole ou qui résident en Espagne se sont déplacés à des territoires en guerre, en particulier en Syrie et en Irak, pour rejoindre des organisations terroristes actives sur le terrain. Plus ou moins un 25% des CTE seraient morts et un 20% seraient rentrés.
- C'est justement ceux qui rentrent qui constituent un profil avec un risque majeur. Un risque commun à toute l'Union Européenne, et qui dérive de la formation et de l'instruction qu'ils auraient reçu, augmente la possibilité de réaliser des attaques dans notre pays et attirer des nouveaux terroristes. Dans ce sens, un des plus importants défis c'est éviter qu'ils deviennent des personnages de référence pour les jeunes en réduisant sa capacité d'attraction et son pouvoir de recrutement.

La radicalisation, l'extrémisme violent, le recrutement et l'endoctrinement pour des buts terroristes font partie des menaces qui ont acquis un rôle principal majeur ces dernières années. Cette menace en Espagne provient, en grande partie, de l'activité des agents en solitaire et des cellules auto-radicalisées dans le territoire espagnol.

Parmi ses effets négatifs, l'intensification terroriste et des extrémismes violents entraînent des risques de tension sociale, instabilité politique ou des réponses violentes contre des minorités.

Les extrémismes identitaires qui excluent et qui peuvent aboutir à la violence ou se voir intensifiés dans un contexte de crise économique,



En plus de ses conséquences directes, le terrorisme et les extrémismes violents peuvent entraîner des tensions sociales et politiques, de même que des réponses violentes contre des minorités

constituent un des points inquiétants de nos jours. Donc, l'intensification des extrémismes et des positions discriminatoires qui se sont créées dernièrement dans la plupart des pays développés, particulièrement en Europe, provoquent des dynamiques violentes et philo-terroristes parmi les groupes minoritaires de notre société auxquels il faut être attentifs.

En outre, le milieu pénitencier constitue un environnement favorable pour des internes radicaux dans les processus de recrutement de personnes sujettes à employer la violence, ainsi pour que certains puissent justifier son hostilité contre les valeurs propres des États démocratiques.

Risques dans le milieu pénitencier

- Les centres pénitenciers constituent des domaines d'attention et de surveillance prioritaire non seulement en Espagne mais aussi dans toute l'Union Européenne. C'est pour ceci que le milieu pénitencier est un environnement qui favorise le recrutement des personnes vulnérables aux extrémismes violents et à la radicalisation qui conduisent au terrorisme.
- En Espagne, le nombre de prisonniers liés au terrorisme djihadiste a augmenté de manière considérable ces dernières années grâce à l'activité contre le terrorisme des Forces et des Corps de Sécurité. Il y a plus de 130 personnes condamnées ou en détention provisoire pour des délits liés au terrorisme djihadiste et elles se trouvent à peu près distribuées parmi 30 centres pénitenciers.

Par rapport au terrorisme autochtone, même si celui-ci ne représente pas une menace importante de nos jours, il faut continuer le travail constant et efficace des Forces et des Corps de Sécurité dans la recherche des actes criminels, la défense de la mémoire des victimes et la transmission d'un discours qui souligne la lutte de la démocratie contre le terrorisme.

Évolution de la menace terroriste dans les dernières années

Le terrorisme djihadiste est toujours la menace principale pour notre pays. L'émergence, consolidation et chute du DAESH dans la zone syro-iraquienne a été l'élément déterminant qui a défini l'activité terroriste dans les dernières années.

L'EICTIR surgit dans un contexte où Al-Qaeda et ses filiales constituaient la principale menace terroriste. Depuis, on a observé un changement dans les dernières années qui aboutit à une menace complexe, diversifiée, avec un changement aussi du leader du djihad mondial et un impact plus généralisée pour les pays de l'Union Européenne.


En dépit de son déclin progressif, le DAESH et autres groupes terroristes possèdent toujours la capacité de mettre en œuvre, diriger ou inspirer des actes terroristes. Il convient d'ajouter la menace persistante d'Al-Qaeda.

Une autre tendance qui s'est intensifiée ces dernières années est celle de l'emploi extensif d'Internet et des réseaux sociaux de la part des terroristes avec lesquels ils ont essayé de recruter des nouveaux terroristes, à travers des discours très éloignés de la réalité, pour porter atteinte à notre société démocratique.

Tout ceci est accompagné d'un mouvement sans précédents des citoyens européens ou résidents en Europe, aussi de notre pays, déplacés à des territoires en guerre, qui répondent aux appels des organisations terroristes.

D'autres facteurs qui définissent la tendance de l'activité terroriste dans les dernières années ont été les attentats sans discernement dans des lieux d'une importante assistance de personnes, moyens de transport ou infrastructures critiques, l'objectif de produire un grand nombre de victimes et un fort impact de propagande, ainsi que la diversité des moyens et l'accès au matériel employé dans les attaques terroristes.

La perte du territoire occupé par les terroristes en Syrie et en Irak provoqua un changement substantiel des objectifs de la propagande. Celle-ci se centra sur la



Le terrorisme djihadiste est toujours la menace principale pour notre sécurité. Les terroristes djihadistes conservent la capacité de réaliser, diriger ou inspirer des attentats

diffusion des appels des organisations terroristes pour réaliser des attentats dans les pays d'origine plutôt que viser les déplacements en Syrie ou en Irak.

De plus, dans les dernières années, la plupart des attentats en Europe ont été réalisés par des personnes radicalisées dans son propre environnement, sans aucun mouvement préalable aux zones dominées par des organisations terroristes. Dans notre pays, les attentats de Barcelone et de Cambrils ont été réalisés aussi par une cellule terroriste composée de personnes radicalisées dans son entourage social le plus proche, sans besoin de se déplacer dans les régions de conflit.



*Comme d'autres
attaques en Europe,
les attentats de
Barcelone et Cambrils qui
ont été commis par des
terroristes radicalisés
dans son entourage
social le plus
proche*

Conséquences des attentats de Barcelone et Cambrils

Pour la première fois depuis les attentats de 2004, l'Espagne a expérimenté une nouvelle attaque terroriste à caractère djihadiste en août 2017, revendiqué par le DAESH. Les attentats de Barcelone et de Cambrils ont situé l'Espagne comme cible du fléau terroriste et ont montré la gravité de la menace pour l'ensemble de notre pays. Comme cela fut dans d'autres villes européennes, les attaques terroristes ont eu lieu dans des zones touristiques et avec une grande concentration de personnes. Son caractère sans discernement eut des conséquences négatives sur des personnes de différentes nationalités: parmi les assassinés, blessés et affectés de diverses considérations, on trouve des personnes de plus de trente nationalités différentes.


En ce qui concerne le terrorisme autochtone, la tendance à la baisse de l'activité terroriste s'est stabilisée. Mais il y a toujours une menace latente de différents groupes terroristes qui ont été très peu actifs, même complètement inactifs, ces dernières années. Dans le cas de l'ETA, sa disparition a été renforcée comme preuve de la victoire de l'État de Droit sur la barbarie terroriste. Les terroristes n'ont pas atteint leurs objectifs pour lesquels ils étaient nés et la démocratie s'est imposée à la terreur; la force de l'État de droit face à l'imposition prétendue des acteurs violents. Les Forces et les Corps de Sécurité et les services d'intelligence, les surveillants des établissements pénitenciers et autres agents publics, juges et procureurs, un organe législatif optimisé et la société en général ont été à l'avant-

garde de la défaite de l'ETA avec l'exemple éthique et la dignité des victimes du terrorisme et de ses proches.

La position de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme

L'Espagne a développé des modèles de référence en matière de sécurité qui doivent être toujours mis à jour avec une vision prospective pour agir face aux menaces globales qui ont besoin de réponses intégrales, coordonnées et coopératives au niveau national et international.

Du point de vue de l'Espagne, la lutte contre tout genre de terrorisme et extrémisme violent a besoin de l'union politique et sociale, l'implication de l'Administration, des agents publics et de la société dans son ensemble, d'une action efficace et coordonnée des Forces et des Corps de la Sécurité, des Forces Militaires, du service d'intelligence, ainsi que du support et de l'assistance permanente aux victimes.



L'Espagne a développé des modèles de référence en matière de sécurité qui doivent toujours être mis à jour

Le succès expérimenté dans la lutte contre le terrorisme

Nos citoyens sont tout à fait conscients de l'énorme souffrance provoquée par le fléau du terrorisme. Mais au même temps, l'expérience espagnole montre que la victoire des démocrates face aux terroristes est possible. Le chemin de la défaite du terrorisme nous permet d'extraire les meilleures leçons apprises:

- L'efficacité d'une détermination ferme pour combattre le terrorisme qui se traduit par l'initiative face aux terroristes et la mobilisation de toutes les capacités de l'État et de l'ensemble de la société.
- Le besoin d'agir tous les pouvoirs publics ensemble doit s'appuyer sur la plus grande unanimité politique et sociale pour permettre une action durable et avec toute la puissance et efficacité de l'État de droit.

- La lutte contre le terrorisme porte une double dimension sociale qui regarde la génération d'une société de plus en plus résiliente face au terrorisme et à la radicalisation violente, au même temps qu'elle inspire et s'appuie sur le témoignage civique et exemplaire des victimes du terrorisme.
- Le besoin de rejoindre des facteurs d'efficacité, parmi lesquels on peut souligner la collaboration internationale, l'action de la police et l'action judiciaire, et l'importance de la communauté de l'intelligence

Les points forts renforcés dans la lutte contre le terrorisme

L'expérience dans la lutte contre le terrorisme a fait que l'Espagne ait des points forts bien renforcés. À cet égard, on compte sur l'unanimité politique avec un organe législatif ferme et des procureurs et tribunaux spécialisés. Il existe des structures d'exécution et d'intelligence parfaitement qualifiées pour faire face à la menace terroriste, une approche nationale formée par la Sécurité Nationale et notre société possède, aussi, une grande capacité résiliente pour vaincre le terrorisme et ses effets.


Nos organismes de sécurité et d'intelligence ont bien su comment appliquer son efficacité dans la défaite de l'ETA à la lutte contre le terrorisme djihadiste. En dépit de partager avec nos partenaires un risque élevé d'attentat terroriste, notre pays possède, parmi ses points forts, de l'expérience acquise dans la recherche contreterroriste.

Des opérations et des détenus pour terrorisme en Espagne

Depuis 2012, avec l'EICTIR actuelle, nous avons réalisé 400 détentions en relation avec des activités terroristes. Parmi ces détentions, un 70% sont liées au terrorisme djihadiste, un 20% au terrorisme de l'ETA et moins d'un 10% à d'autres organisations terroristes. Particulièrement, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme djihadiste, depuis les attentats du 11 mars 2004, les Forces et Corps de Sécurité ont arrêté plus de 770 personnes en Espagne à cause de sa relation avec ce genre de terrorisme.

L'unanimité politique est un des autres facteurs qui constituent le modèle espagnol de la lutte contre le terrorisme. L'unité politique favorise la cohésion sociale contre le terrorisme et en faveur des victimes et transmet un message de fermeté et détermination face à ceux qui essaient de détruire notre cohabitation libre et démocratique.

En effet, grâce au consensus politique, l'Espagne possède un organe législatif moderne et adapté au caractère unique du terrorisme djihadiste, lequel doit toujours être mis à jour selon la propre évolution du terrorisme. Il faut ajouter à ceci des procureurs et des tribunaux spécialisés qui, avec les capacités des unités de la police contreterroristes, offrent une réponse pénale considérablement spécialisée.



*L'unanimité politique
es un facteur essentiel
de la lutte contre le
terrorisme en Espagne*

Un accord pour renforcer l'unité pour défendre les libertés et lutter contre le terrorisme

Cet accord, communément appelé "pacte antiterroriste", a été lancé en 2015 par les deux partis politiques espagnols principaux auxquels se sont associés ensuite la plus grande majorité des partis du Parlement. Il s'agit d'un pacte de l'État qui s'inscrit dans la tradition des pactes espagnols dans la lutte contre le terrorisme des dernières décennies. Depuis 2015, ils se sont réunis plusieurs fois pour montrer publiquement l'unité démocratique face aux attentats terroristes qui ont été commis en Espagne et dans les pays voisins.

Un modèle de référence pour une protection intégrale des victimes du terrorisme

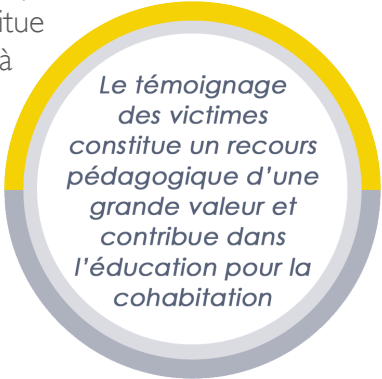
L'Espagne a subi des différents genres de terrorisme tout au long de son histoire. Aussi le terrorisme djihadiste, particulièrement avec l'attentat du 11 Mars 2004, l'attaque terroriste djihadiste qui a causé le plus grand nombre de décès de toute l'Europe. C'est pourquoi, chaque 11 Mars, le jour des victimes du terrorisme est commémoré dans l'Union Européenne. Et, malheureusement, on n'a pas arrêté de souffrir les conséquences du terrorisme, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

L'Espagne compte sur un modèle de protection et de support aux victimes du terrorisme qui sert de référence mondiale. Un modèle qui naît, en plus, d'un accord législatif important, reconnu sur l'accord de la Loi sur la Reconnaissance et la Protection Intégrale des Victimes du terrorisme de l'année 2011, une des normes légales espagnoles qui a repris un plus grand support parlementaire dans les dernières années. Une législation spécifique qui s'inspire des principes de la mémoire, la dignité, la justice et la vérité, où il faut ajouter la présence d'organes spécifiques pour le support des victimes du terrorisme dans les administrations publiques, ainsi que d'un nombre considérable de diverses associations, fondations et mouvements civiques qui représentent les victimes et leurs proches.

Les victimes espagnoles des attentats terroristes depuis 2012

Depuis l'accord de l'EICTIR en 2012, une dizaine de personnes avec la nationalité espagnole ont été assassinées par des organisations terroristes dans plusieurs parties du monde, en plus des attentats à Barcelone et Cambrils. Des citoyennes et des citoyens espagnols ont été victimes du terrorisme dans des attaques en Tunisie, France, Royaume-Uni et Afghanistan.

Les victimes du terrorisme, sa mémoire et son témoignage, font partie, de manière active, de la prévention du terrorisme. Premièrement, on mise sur le renforcement des valeurs de liberté, paix et démocratie pour prévenir le terrorisme et commémorer les victimes, à travers la création et la diffusion d'unités didactiques pour les jeunes étudiants. Dans ces unités didactiques, le témoignage des victimes constitue une des ressources pédagogiques les plus valorisées et contribue à l'éducation pour la cohabitation. Deuxièmement, une caractéristique essentielle de notre modèle pour faire face à la radicalisation violente est la reconnaissance du témoignage des victimes comme un instrument important pour définir la communication stratégique contre tout genre ou orientation de discours terroriste fallacieux.



*Le témoignage
des victimes
constitue un recours
pédagogique d'une
grande valeur et
contribue dans
l'éducation pour la
cohabitation*


Une société qui résiste

La société espagnole s'est superposée aux conséquences des attaques terroristes tout au long de son histoire récente. Malgré les objectifs et motivations terroristes aux mêmes effets pervers, on n'a pas changé notre conviction démocratique ni nos valeurs de cohabitation et diversité. La citoyenneté, les services de sécurité et d'urgence et les agents publics en général ont créé petit à petit une résilience collective face aux terroristes. Une résilience qui fait face aussi aux objectifs terroristes pour créer, en plus de la terreur directe, des vagues d'haine et d'agression indirectes envers les minorités ou des collectifs spécifiques de notre société.

Une résilience renforcée par la réaction citoyenne après les attentats de Barcelone et de Cambrils, ce qui montra une société solidaire, qui soutien à ceux qui souffrent, et à la fois fière par sa diversité et sa résistance.

Une résilience qui continue à être un actif nécessaire, une caractéristique à renforcer, puisque la menace terroriste persiste dans le monde et on est face à une réalité indéniable où le risque zéro est un but désiré dans la recherche de l'efficacité mais très difficile à atteindre.

Une résilience qui doit structurer, permettre une récupération le plus vite possible face aux effets du terrorisme. Elle doit aussi intégrer, avec la cohésion sociale comme ressource principale pour encourager le rétablissement après un attentat. Dernièrement, elle doit transformer pour promouvoir les processus d'amélioration et innovation.



*La société
espagnole s'est
superposée aux
conséquences des
attaques terroristes*

Collaboration internationale

L'Espagne s'est engagée dans la lutte contre le terrorisme avec une réponse basée sur la collaboration internationale, depuis la conviction que, face à une menace commune qui touche à la communauté internationale dans son ensemble, il n'y a que des solutions aussi communes et coopératives. L'action avec nos alliés les plus proches se coordonne, ainsi qu'avec l'OTAN, l'ONU, et les initiatives internationales dont notre pays fait partie, particulièrement l'Union Européenne (UE).

La collaboration avec les services de la police et de l'intelligence d'autres pays est aussi de plus en plus fluide, puisqu'il faut lutter contre une menace terroriste de plus en plus mondialisée et qui maintient des réseaux financiers et logistiques d'une dizaine de pays parmi plusieurs continents.

Opérations et détenus à l'étranger

On a besoin de plus en plus de la coopération internationale dans la sécurité et l'intelligence et, ces dernières années, elle s'est considérablement intensifiée. Les Forces et les Corps de la Sécurité espagnols ont réalisé des opérations coordonnées avec d'autres pays et ont fourni de l'information à des organismes de sécurité étrangers ce qui a rendu possible l'arrestation, depuis 2012, de plus de 100 personnes, dans une douzaine de pays différents. Cette collaboration internationale s'est effectuée dans la lutte contre le terrorisme de tout genre, mais un 60% des interventions furent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme à caractère djihadiste.

La collaboration des citoyens

Dans la mesure où le terrorisme choisit ses victimes parce qu'elles représentent la société dans son ensemble, la collaboration des citoyens devient un instrument qui, efficacement, se structure comme un pilier de base du refus de la part de la société contre la violence et les processus qui rendent légitime son usage.

En plus des moyens autorisés par les organismes de sécurité et d'intelligence, la collaboration des citoyens pour la prévention du terrorisme est un instrument spécifique de la campagne Stop Radicalismos, à travers laquelle les informations des citoyens et des institutions sur des cas de radicalisation violente possibles sont recueillies de manière constante.



La collaboration des citoyens en chiffres

Le Centre de Coordination et d'Information sur la Radicalisation (CCIR), géré par le Centre d'Intelligence contre le Terrorisme et le Crime Organisé (CITCO), dans le cadre de la campagne Stop Radicalismos, a reçu ces trois dernières années près de 7000 communications des citoyens, parmi lesquelles un 34% ont été classifiées d'ordre policier et ont ouvert 150 enquêtes, parmi lesquelles on souligne la découverte de quatorze cas de terroristes combattants étrangers, détectés grâce aux communications des citoyens.



Chapitre 3

Principes, mission, approche et objectif

Dans ce chapitre on établit l'objectif général de la Stratégie, sa mission et son approche, de même que ses principes instigateurs.

Principes instigateurs

La Constitution Espagnole déclare que la protection de l'exercice des droits humains et des libertés publiques se dresse sur un principe d'information de cette Stratégie Nationale qui favorise les conditions pour garantir la liberté et la sécurité de toutes les personnes et de l'ensemble de la société.

Le soutien et assistance permanents aux victimes du terrorisme et le respect de sa dignité et mémoire constituent un principe de stimulation fondamental dans la Stratégie Nationale Contre le Terrorisme.

Selon et en vertu des principes de base qui dirigent la politique de Sécurité Nationale, les principes qui gèrent les actions de cette Stratégie sont:

- 1 L'approche intégrale de la sécurité.*
- 2 L'engagement et la responsabilité commune dans laquelle toutes les Administrations, organismes du secteur privé, la société civile et les organisations et coalitions internationales dont fait partie l'Espagne sont impliqués.*
- 3 L'unité dans l'action, l'encouragement pour la coordination, la coopération et la collaboration à un niveau national et international.*
- 4 La cohérence, l'efficacité et l'anticipation pour définir les actions.*
- 5 La résilience comme une capacité de résistance et de rétablissement face à l'action terroriste.*
- 6 La transparence et l'accessibilité.*
- 7 L'adéquation et durabilité des ressources.*
- 8 L'analyse, l'évaluation et la capacité d'adaptation permanentes.*

Mission

Protéger la liberté, les droits, la sécurité et le bien-être des citoyens pour enrayer la menace que le terrorisme et les extrémismes violents représentent contre les citoyens et les intérêts espagnols en et hors l'Espagne et dans les espaces communs du monde.

Approche

Favoriser les conditions de liberté, sécurité et justice nécessaires qui encouragent la cohabitation entre tous les citoyens, pour aider à renforcer une société démocratique, diverse et résistante face au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Cette atmosphère de sécurité doit être le résultat d'une action intégrée et coordonnée par l'ensemble d'une société où:

- Chaque citoyen doit se sentir responsable de sa sécurité et de celle des concitoyens et collabore activement avec les institutions de l'État dans la lutte contre la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent.
- Les Administrations et institutions doivent fonctionner d'une manière coordonnée pour prévenir la menace terroriste et l'extrémisme violent et protéger la société, en prévoyant les actes terroristes et, le cas échéant, réduire ses effets le plus vite possible.
- Les institutions responsables de la lutte contre le terrorisme, dans n'importe quel de ses domaines, agissent constamment d'une façon intégrée dans les processus d'évaluation de la menace, la planification et mise en œuvre des actions et initiatives de prévention, la protection et la poursuite des organisations et individus terroristes et des réseaux qui puissent leur fournir les capacités pour agir.

Objectif stratégique général

Neutraliser la menace que le terrorisme représente contre les citoyens et les intérêts espagnols en et hors les frontières, en diminuant la vulnérabilité de la société et faisant face aux processus de radicalisation qui aboutissent à un extrémisme violent.



Chapitre 4

Piliers et plans d'action

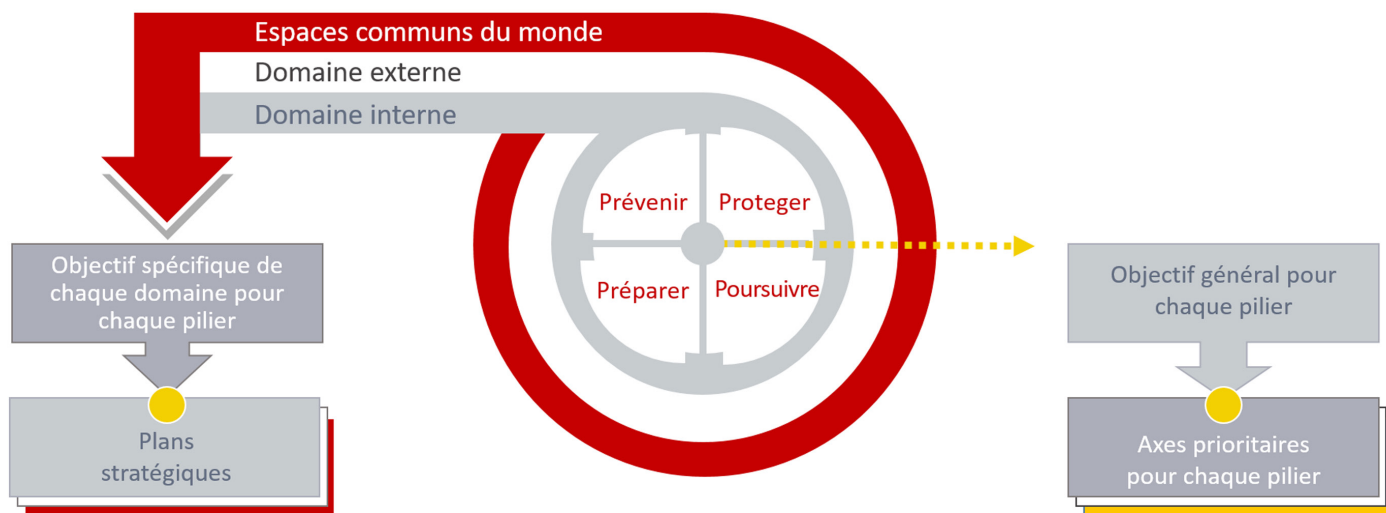
Dans ce chapitre on établit les objectifs spécifiques et les plans d'action pour sa réalisation, dans chacun des quatre piliers où l'action accordée par l'État est distribuée .

L'organisation de l'action publique contre le terrorisme et l'extrémisme violent en quatre piliers est une réalité déjà consolidée dans nos pays voisins. La Stratégie de Sécurité Nationale envisage aussi les plans d'action contre le terrorisme à partir des quatre piliers de base:

- **PRÉVENIR:** agir contre les causes du phénomène terroriste.
- **PROTÉGER:** renforcer les structures de sécurité, en réduisant la vulnérabilité des possibles objectifs du terrorisme.

- **POURSUIVRE:** faire face à l'activité du terrorisme et de l'extrémisme violent
- **PRÉPARER LA RÉPONSE:** rétablir la normalité après une attaque terroriste.

Selon cette distribution, il est établi pour chacun des piliers un objectif général et des axes prioritaires d'action. Au même temps, on organise dans chaque pilier trois domaines d'action : domaine intérieur; domaine extérieur et espaces communs du monde. Il est établi pour chacun de ces trois domaines un objectif et des plans d'action spécifiques.



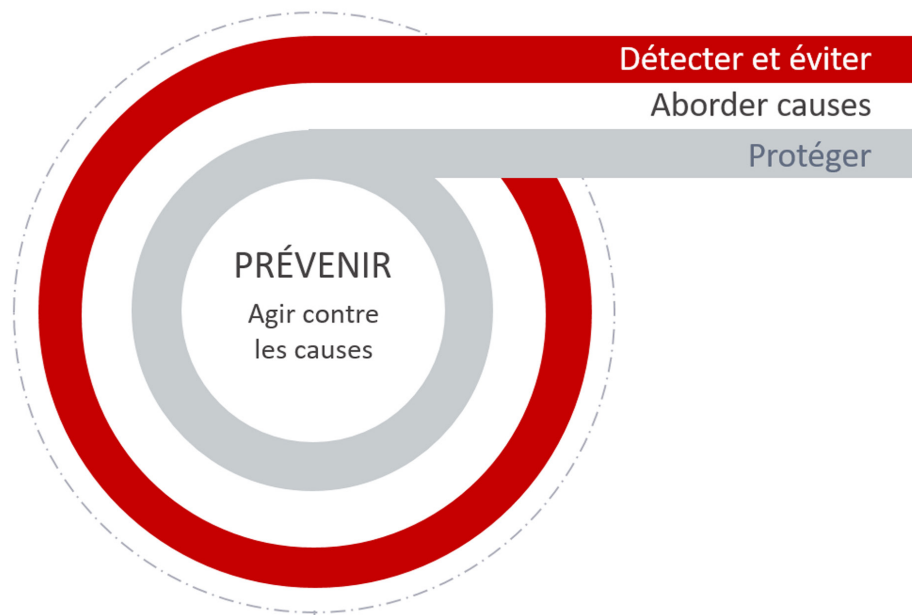
PRÉVENIR

Agir contre les causes

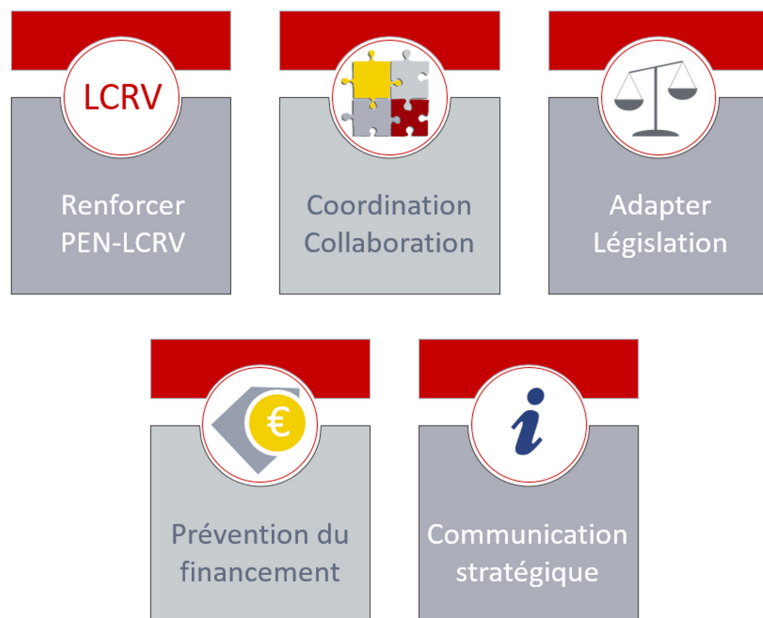
Objectif général: *Détecter et éviter l'apparition, le développement et l'expansion du terrorisme et des extrémismes violents en abordant ses causes et en soutenant et protégeant les personnes et collectifs les plus vulnérables.*

AXES PRIORITAIRES

- Revoir, mettre à jour et développer le Plan Stratégique National de Lutte contre la Radicalisation Violente (PSN-LCRV).
- Encourager et renforcer la coordination et collaboration de tous les organismes et institutions, publiques et privés, dans la lutte contre les extrémismes violents, en favorisant la participation des citoyens dans l'exercice de la responsabilité collective.
- Adapter de manière constante l'action législative de l'État selon l'évolution du phénomène terroriste et extrémiste violent, en fournissant un traitement préventif qui intègre les dimensions de genre et d'âge.
- Renforcer les moyens pour prévenir le financement du terrorisme et des extrémismes violents.
- Encourager une communication stratégique efficace et proactive face au message radical sur la base des valeurs démocratiques reconnus par la Constitution, qui favorisent l'enjeu de tous les acteurs et de la société dans son ensemble.



AXES PRIORITAIRES



DOMAINE INTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine intérieur

Éviter l'apparition, captation, formation et recrutement des terroristes et des extrémistes violents, en favorisant l'action coordonnée des différents acteurs impliqués dans la prévention, détection et traitement des processus de radicalisation qui rendent légitime l'emploi de la violence, ainsi que les idéologies et moyens qui la soutiennent.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Empêcher l'expansion des mouvements extrémistes violents et la diffusion de son discours, à fin d'éviter la prolifération des idées fondamentalistes, discriminatoires et d'exclusion.
2. Détecter et agir sur les foyers de radicalisation dans tout domaine où ils se manifestent, principalement du domaine local, en appliquant les initiatives sociales, administratives, économiques, éducatives et de toute autre nature. Donner de la priorité à l'assistance des collectifs particulièrement vulnérables.
3. Prévenir, détecter et neutraliser des processus de radicalisation dans les centres pénitenciers, à travers l'identification et le contrôle des individus qui encouragent ou assument des idéologies extrémistes sous forme d'attitudes de prosélytisme et de captation d'autres détenus, ce qui encourage sa participation dans les Programmes de Traitement développés par l'Administration Pénitentiaire.
4. Promouvoir et mettre à jour les outils de détection et évaluation du risque de radicalisation violente, particulièrement dans le domaine pénitentiaire.

5. Développer et mettre en place des outils d'analyse prospective qui permettent de prévoir et prévenir des scénarios adverses dérivées des activités terroristes ou des extrémismes violents.
6. Développer une formation permanente, mise à jour et multidisciplinaire qui encourage l'échange et la promotion des meilleures pratiques parmi les différents acteurs, collectifs et secteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
7. Promouvoir la gestion publique de la diversité, particulièrement dans le domaine des autonomies et des localités, et favoriser un dialogue interculturel et interreligieux.
8. Stimuler et coordonner les efforts de la part des institutions contre les crimes motivés par la haine, et empêcher ainsi l'apparition des facteurs qui contribuent à la promotion des extrémismes violents.
9. Promouvoir le témoignage des victimes du terrorisme comme un moyen pour enrayer le discours terroriste.
10. Stimuler et développer des programmes pour la sortie et la réintégration sociale des prisonniers qui ont subi un processus de radicalisation violente.
11. Renforcer les mécanismes des Administrations dans la lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme violent, de même que leur capacité pour surveiller le système financier pour détecter des opérations soupçonneuses.

DOMAINE EXTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine extérieur

Promouvoir la coopération et la collaboration internationale et le développement d'une action extérieure commune, particulièrement dans le contexte de l'Union Européenne, l'ONU et l'OTAN, le Conseil d'Europe et les initiatives internationales dont l'Espagne fait partie, faisant face à l'origine des facteurs qui favorisent le terrorisme et l'extrémisme violent.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Participer, d'une manière active et coordonnée, à des forums, initiatives et projets qui se développent dans le domaine extérieur et qui permettent d'avancer dans la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent.
2. Adapter et organiser les plans stratégiques européens et internationaux à des stratégies et des plans d'action du niveau national.
3. Empêcher ou rendre difficile toute activité qui puisse servir au soutien ou qui puisse promouvoir les intérêts d'un groupe terroriste ou mouvement extrême violent.
4. Améliorer ou rendre plus facile la collaboration internationale en matière de lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme violent, y compris la localisation et gel éventuel des actifs des terroristes et de ses organisations, à travers la coordination des acteurs et institutions concernées et qui participent dans les réseaux de collaboration au niveau européen et international.
5. Associer les plans de communication stratégique contre le terrorisme et les extrémismes violents avec les partenaires et alliés internationaux.

DOMAINE DES ESPACES COMMUNS DU MONDE

Objectif spécifique dans le domaine des espaces communs du monde

Développer d'une manière coordonnée toutes les capacités dont on a besoin pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme violent dans le cyberspace et dans d'autres espaces communs dans le monde, pour empêcher son utilisation comme un moyen pour capter, former, recruter et diffuser sa propagande, et pour favoriser une politique de communication efficace.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Promouvoir des initiatives à un niveau national et international, particulièrement au sein de l'Union Européenne, pour conjuguer des efforts, y compris une législation homogène permettant la plus grande efficacité dans ce domaine.
2. Empêcher l'hébergement des contenus et des chaînes qui encouragent la formation, le recrutement et la diffusion de la propagande liée au terrorisme et aux mouvements extrémistes violents.
3. Promouvoir et coordonner les relations publiques et privées dans ce domaine, ayant pour but la production de synergies efficaces qui rendent plus difficile l'emploi du cyberspace à des fins terroristes ou extrémistes violents.
4. Créer son propre discours dirigé spécifiquement aux collectifs vulnérables contre les processus de radicalisation violente.

5. Promouvoir les campagnes sur internet et sur les réseaux sociaux qui luttent contre le discours extrême violent, à travers la collaboration et l'engagement de la société civile et des jeunes en particulier.
6. Encourager une communication efficace, qui permette de transmettre la place et l'activité de l'État en relation avec le terrorisme et l'extrémisme violent, de même que de sensibiliser en ce qui concerne le danger qu'il entraîne, avec le soutien et la collaboration spéciales des différents moyens de communication et des acteurs impliqués.
7. Être conscient et agir sur les vulnérabilités des nouvelles voies des mouvements de biens et de fonds actifs virtuels qui émergent à cause des innovations technologiques.
8. Encourager la formation et la connaissance des espaces communs du monde, leur vulnérabilité et leur possible utilisation pour des buts terroristes ou de violence extrémiste.
9. Renforcer la connaissance et l'utilisation des voies directes de relation entre le citoyen et l'Administration, en temps réel, pour la communication et notification des situations de risque, y compris le Centre de Coordination d'Information sur la Radicalisation (CCIR) et les centres autorisés par les organismes de sécurité et intelligence, entre autres.

PROTÉGER

Renforcer les structures

Objectif général: *Veiller pour la plus haute sécurité et protection de la société, la citoyenneté, les institutions et intérêts nationaux, en réduisant la vulnérabilité des objectifs plus sensibles face au terrorisme et à l'extrémisme violent et montrant de manière transparente le travail de l'État.*

AXES PRIORITAIRES

- Promouvoir l'action coordonnée des Administrations Publiques et la collaboration avec le secteur privé.
- Développer un cadre législatif pour renforcer la sécurité contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
- Évaluer et mettre à jour la menace de manière permanente.



DOMAINE INTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine interne

Profiter des synergies existantes dans les domaines de coopération de la police, la gestion intégrale des frontières, les systèmes de la justice pénale et la collaboration avec les services d'intelligence, de même que ceux qui existent entre le secteur de la sécurité publique et celle du secteur privé, suscitant l'implication de la société civile dans la protection et la défense d'objectifs vulnérable.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Mettre à jour et renouveler le Plan de Prévention et Protection Antiterroriste (PPPA) pour faire face à la réalité changeante du phénomène d'une façon dynamique et précise, en développant particulièrement la réponse coordonnée et collective, de même que son suivi face à une attaque terroriste.
2. Identifier les menaces qui émergent au niveau national et international et déterminer des plans spécifiques de protection.
3. Connaître et maintenir à jour l'information précise sur les différentes infrastructures stratégiques du pays.
4. Concevoir les mécanismes de prévention, protection et réaction correspondants pour fournir une réponse adaptée et opportune face aux attaques terroristes.

5. Homogénéiser et coordonner l'activation du Plan National de Protection des Infrastructures Critiques (PNPIC) dans le cadre de l'action générale face aux menaces terroristes.
6. Coopérer d'une manière coordonnée pour le développement et l'homogénéisation des Plans d'Urgence dans des lieux publics très fréquentés au niveau local.
7. Renforcer et mettre à jour les mesures et plans de sécurité du transport aérien, maritime et terrestre, en particulier dans les ports, aéroports, complexes de frets et grands centres de communication terrestre.
8. Améliorer et intégrer les capacités des Corps de la Police Locale dans la protection contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
9. Renforcer la sécurité privée comme un complément auxiliaire et collaboratrice essentielle de la sécurité publique, en promouvant sa formation par rapport au terrorisme et à l'extrémisme violent.
10. Améliorer le contrôle des frontières, en stimulant, dans le domaine de l'Union Européenne, le perfectionnement continu des mesures de sécurité des frontières extérieures et en utilisant tous les instruments d'arrestation qui existent au niveau national et européen à travers le développement intégral des réglementations européennes en matière de contrôle des passagers.
11. Augmenter la fiabilité de l'identification des individus aux postes de contrôle des frontières à travers des documents de voyage certains et la mise en disposition d'un flux d'information adéquat dans ces points.
12. Empêcher l'entrée en Espagne des individus radicaux violents ou qui encouragent la violence.

DOMAINE EXTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine extérieur

Promouvoir la protection de nos citoyens et intérêts à l'extérieur, particulièrement dans les zones à grand risque, et les actions de coopération avec nos partenaires et alliés qui tendent à renforcer la sécurité contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

PLANS STRATÉGIQUES

1. S'engager dans les initiatives développées au sein de l'UE pour la protection antiterroriste.
2. Évaluer constamment la menace contre les intérêts espagnols à l'extérieur.
3. Notifier aux entreprises et Organisations Non Gouvernementales espagnoles présentes dans des pays à un grand risque de terrorisme sur les niveaux de menace et sur les mesures actives et passives pour se protéger.
4. Promouvoir les échanges d'information avec les Forces Armées sur les zones où elles sont déployées ou qui ont une représentation officielle à l'extérieur.
5. Favoriser les initiatives au niveau européen qui ont tendance à un renforcement communautaire des frontières extérieures, de même qu'aux échanges d'information.
6. Coopérer avec la sécurité, le contrôle et la non-prolifération du trafic de matériel nucléaire, radiologique, chimique et bactériologique international ainsi que des armes et explosifs, ses précurseurs et matériels à double usage.

7. Assurer les échanges d'information et l'emploi systématique des bases de données, nationales et internationales, qui favorisent la détection de possibles menaces.
8. Garantir l'accès à l'information de documents de voyage.
9. Coopérer d'une manière effective avec les victimes du terrorisme, en particulier avec l'Union Européenne et nos alliés les plus proches.
10. Maintenir à jour les recommandations de voyage et promouvoir l'enregistrement des voyageurs et résidents espagnols à l'extérieur auprès du Consulat correspondant.

DOMAINE DES ESPACES COMMUNS DU MONDE

Objectif spécifique dans le domaine des espaces communs du monde

Augmenter la protection du cyberspace, des espaces maritimes souverains, des voies de communication maritimes et de l'espace aérien et ultra-terrestre face aux démarches du terrorisme et de l'extrémisme violent.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Promouvoir la réalisation des objectifs de la Stratégie de Cybersécurité Nationale, en augmentant la résilience des systèmes d'information et télécommunications qui soutiennent les Infrastructures Critiques et la démarche des Administrations Publiques.
2. Établir et développer une coordination effective entre les agents publics et privés compétents dans la connaissance et le traitement du cyberspace et élaborer des critères en commun sur la défense et la protection des intérêts internationaux.
3. Renforcer dans le cyberspace les capacités de prévention, détection, réaction, analyse, récupération, réponse, recherche et coordination face aux activités du terrorisme et de l'extrémisme violent.
4. Promouvoir les initiatives visant l'engagement international pour un cyberspace sûr qui intensifie la protection face au cyberterrorisme.

5. Mettre en place les progrès technologiques dans le domaine de la protection.
6. Encourager les actions visant la protection d'objectifs maritimes en mouvement, des systèmes de surveillance et contrôle, et des systèmes de navigation et communication, puis empêcher l'utilisation des espaces maritimes pour des buts terroristes.
7. Renforcer les capacités des organismes et institutions nationales, au niveau public et privé, avec des compétences dans le domaine aérien et ultra-terrestre, pour garantir la sécurité d'objectifs aériens en mouvement, systèmes de surveillance et contrôle, systèmes de navigation aérienne et communication des installations aéroportuaires, face à la menace terroriste.
8. Homogénéiser la coopération technologique entre le secteur privé et le secteur publique en matière de sécurité
9. Renforcer la protection dans le domaine virtuel.

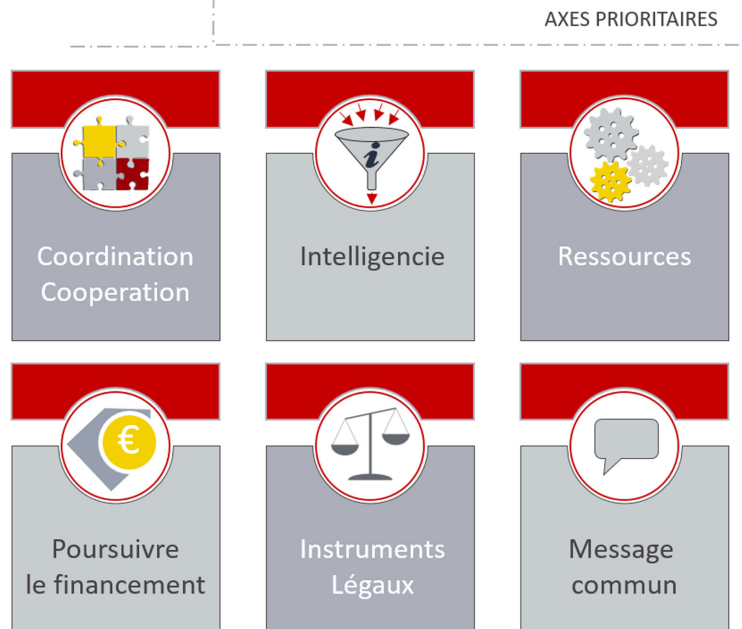
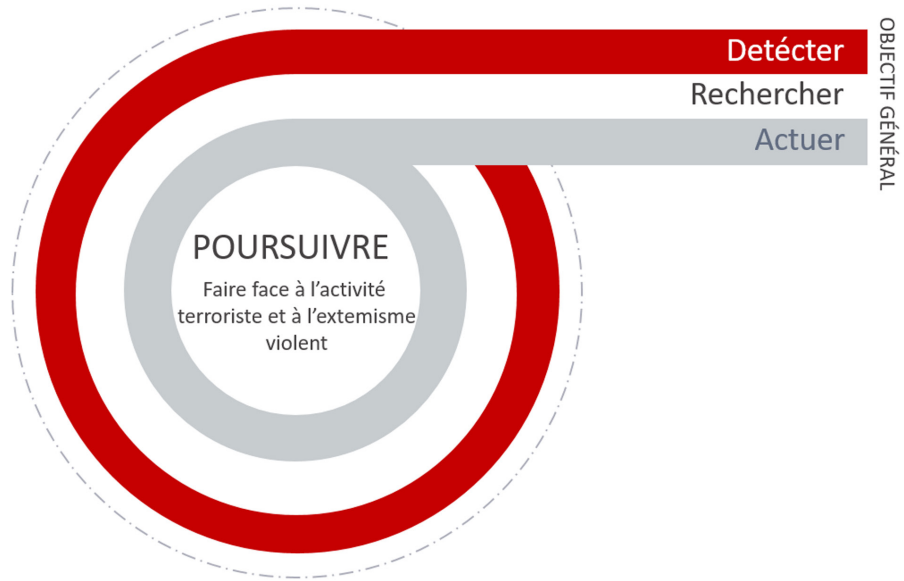
POURSUIVRE

Faire face à l'activité terroriste et à l'extrémisme violent

Objectif général: *Détecter et faire une recherche sur les terroristes et extrémistes violents, d'une façon intégrale et globale, en empêchant la planification et la réalisation de ses actions, agissant aussi contre ses réseaux de soutien, logistique et financement, et en assurant sa mise en disposition judiciaire.*

AXES PRIORITAIRES

- Améliorer les niveaux de coordination des différentes Administrations engagées au niveau national et de la coopération internationale, en assurant l'efficacité opérationnelle et stratégique de toutes les instances impliquées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
- Promouvoir l'intelligence comme un instrument essentiel pour connaître le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, comme soutien pour prendre des décisions.
- Renforcer d'une manière intégrale les capacités de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, à travers le renforcement des ressources humaines et l'augmentation, d'une façon proportionnelle, des moyens matériels et techniques, organisation et processus, en assurant son amélioration continue.
- Encourager et renforcer la lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme violent, de même que de ses réseaux d'appui.
- Rendre plus forts les instruments légaux au niveau national et international, face à l'évolution des activités liées au terrorisme et à l'extrémisme violent, en donnant une réponse conforme aux peines proportionnelles, efficaces et dissuasives.
- Encourager dans tous les domaines un message commun de détermination, sans fissures, de la part de toute la société espagnole pour utiliser, à partir de l'État de Droit, tous les mécanismes d'action contre le terrorisme et l'extrémisme violent.



DOMAINE INTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine intérieur

Faire face au terrorisme, à l'extrémisme violent et aux structures qui leur soutiennent à travers son application, soutien opérationnel ou logistique, recrutement, formation ou financement.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Assurer la coordination et la coopération opérationnelle à un niveau national entre les différentes autorités et organismes compétents en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, de même que renforcer le système de coordination des Forces et Corps de Sécurité à travers le CITCO.
2. Améliorer les procédures pour obtenir de l'information, non seulement pour le terrorisme et l'extrémisme violent mais aussi pour leurs possibles connections avec le crime organisé, à travers la coordination de son exploitation opérationnelle et stratégique.
3. Analyser, traiter et intégrer l'information disponible sur la menace relative au terrorisme et à l'extrémisme violent, pour qu'elle soit transformée en intelligence et serve d'appui fonctionnel pour prendre des décisions.
4. Prévoir et évaluer, avec une approche prospective, des scénarios futurs où les défis et menaces terroristes, et celles qui proviennent de l'extrémisme violent, puissent se développer à long terme, et de cette façon soutenir et rendre plus facile l'adoption des décisions et mesures adéquates pour sa prévention et, le cas échéant, sa neutralisation.

5. Renforcer l'engagement des Administrations locales à travers la connaissance du risque et de la menace, en intégrant ses capacités à apporter des informations intéressantes.
6. Renforcer les ressources humaines et matérielles visant la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, de même que l'établissement ou renforcement de plans spécifiques pour les acteurs engagés, à fin de rendre les procédures des démarches et de la collaboration plus homogènes.
7. Encourager l'investissement et le développement des moyens technologiques, procédures opérationnelles et législatives qui rendent plus facile la détection rapide des activités terroristes ou qui aident à démontrer la participation de ses acteurs.
8. Garantir l'interopérabilité des systèmes d'information qu'on utilise pendant les recherches pour rendre plus faciles les échanges d'information et se renseigner d'une manière plus approfondie sur la reconnaissance des types d'activité criminelle.
9. Promouvoir la détection et le contrôle des personnes qui, en prison, pourraient participer ou collaborer avec des groupes terroristes ou de l'extrémisme violent, en favorisant la coordination et la coopération entre les administrations pénitentiaires et les organismes de sécurité d'intelligence de l'État.
10. Développer des programmes et des démarches qui assurent une application effective des peines de liberté surveillée pour les condamnés par terrorisme mis en liberté.
11. Développer des programmes intégraux spécifiques sur le traitement et suivi des combattants terroristes étrangers retournés, mettant l'accent sur les perspectives de genre et d'âge.

12. Agir contre les moyens de financement du terrorisme et de l'extrémisme violent et renforcer les unités de recherche financière des organismes de sécurité et intelligence et le Service Exécutif de la Commission pour la Prévention du Blanchiment de Capitaux et Infractions d'ordre Monétaire (SEPBLAC).
13. Assurer un traitement réglementaire approprié garantissant la protection du témoin et l'activité de l'officier infiltré, particulièrement dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
14. Travailler en assurant la collaboration avec le secteur privé et les opérateurs des nouvelles technologies pour garantir l'accès des services d'information et intelligence aux données et communications chiffrées.
15. Renforcer les mesures de contrôle et les systèmes pour notifier rapidement sur les armes et explosifs, substances nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBQ) et sur les matériels à double usage, en assurant l'accès à l'information importante de la part des autorités compétentes dans la prévention et recherche des crimes terroristes.
16. Rendre conscients et engager aux citoyens, moyens de communication et secteur privé pour collaborer avec les organismes de sécurité et intelligence dans la lutte contre le terrorisme violent, en renforçant la coordination nationale des activités dérivées des informations provenant de la collaboration des citoyens reçues à travers le Centre de Coordination d'Information sur la Radicalisation (CCIR).

DOMAINE EXTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine extérieur

Faire face, d'une manière coordonnée et à partir de l'action extérieure de l'État, à la menace que le terrorisme et l'extrémisme violent supposent pour la sécurité et le bien-être de la société espagnole et ses intérêts.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Renforcer les mécanismes internationaux de coopération, coordination opérationnelle et échanges d'information dans des régions géographiques et des pays d'intérêt particulier.
2. Encourager les instruments bilatéraux avec d'autres pays pour rendre plus facile la recherche et la mise en disposition judiciaire des auteurs et des moyens employés dans le cas d'une action terroriste.
3. Renforcer les instruments et moyens pour l'échange des informations dans le cadre national et international, en encourageant l'utilisation des instruments que l'on possède déjà, en particulier dans l'OTAN, l'espace Schengen, l'Interpol, l'Europol, l'Eurojust, les coalitions internationales dont l'Espagne puisse faire partie, ainsi que dans les listes des sanctions des Nations Unies et de l'Union Européenne.
4. Encourager la collaboration internationale dans tous les domaines en matière de recherche du financement du terrorisme et de l'extrémisme violent, pour agir contre ses moyens de financement mondiales, localiser et, éventuellement, geler ses actifs, en intensifiant la participation active à l'élaboration de la réglementation et des bonnes pratiques dans des forums et coalitions internationales dont l'Espagne puisse faire partie, ayant pour référence les Nations Unies, le Groupe d'Action Financière Internationale

(GAFI et les sous-groupes régionaux GALIFAT et AFIC) et l'Union Européenne en particulier.

5. Rendre plus facile l'assistance de la sécurité et la défense à des pays tiers d'intérêt pour améliorer ses capacités dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
6. Promouvoir les accords internationaux qui conduisent à un consensus mondial pour définir les crimes et revoir constamment les activités terroristes.
7. Établir des mécanismes qui permettent l'incorporation des évidences obtenues dans des zones de conflit au procès judiciaire, avec les garanties de procédure correspondantes et en préservant le stock des recherches en cours.
8. Appliquer et renforcer les mécanismes qui rendent plus facile la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires qui puissent garantir la poursuite effective des auteurs des crimes terroristes dans le domaine international.
9. Améliorer les échanges d'information, au niveau international et en particulier au niveau de l'UE sur les armes, explosifs, précurseurs, substances NRBC et autres qui puissent être utilisées dans des actes terroristes.
10. Renforcer la participation de l'Espagne dans des forums, initiatives ou projets du domaine international où l'on cherche des solutions communes face au terrorisme et à l'extrémisme violent et renforcer le rôle de leader que l'Espagne représente dans la lutte contre la menace terroriste internationale.
11. Rechercher et analyser, au niveau international, tous les liens possibles entre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé, en donnant une réponse coordonnée.

DOMAINE DES ESPACES COMMUNS DU MONDE

Objectif spécifique dans le domaine des espaces communs du monde

Poursuivre à ceux qui utilisent les espaces communs du monde pour commettre, soutenir ou financer le terrorisme et l'extrémisme violent, ou pour capter, endoctriner et former à des individus ou groupes et diffuser de la propagande à ses propres fins.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Intensifier les capacités de détection, analyse et recherche face aux activités du terrorisme et de l'extrémisme violent dans le cyberespace, en assurant sa coordination et mise en commun pour aider à prendre des décisions.
2. Renforcer la protection des réseaux télématiques à fin de rendre plus difficile l'utilisation d'Internet et des systèmes de communication à travers le réseau comme instrument ou objectif du terrorisme et de l'extrémisme violent.
3. Stimuler une approche intégrale face aux menaces pour la sécurité maritime et l'espace aérien et ultra-terrestre du terrorisme et de l'extrémisme violent.
4. Renforcer les capacités technologiques des services d'intelligence et information pour faire face à l'emploi des nouvelles technologies de la part des groupes terroristes et extrémistes violents.
5. Encourager la collaboration publique et privée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, en particulier celles qui sont liées au cyberespace.

- Améliorer les capacités légales qui permettent la poursuite de ces crimes dans les espaces communs du monde.
- 6. Renforcer les mesures de contrôle pour l'accès aux armes et explosifs, de même qu'à ses précurseurs et substances nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC) dans les espaces communs du monde, en particulier dans le cyberspace.
- 7. Homogénéiser les processus internationaux pour obtenir des évidences dans le domaine digital, en garantissant la préservation de la chaîne de conservation et son introduction dans le procès pénal.
- 8. Coordonner l'action commune nationale e internationale dans les démarches contre le discours terroriste ou de l'extrémisme violent.

PRÉPARER LA RÉPONSE

Normaliser la situation

Objectif général: *Réduire au minimum les conséquences d'un acte terroriste et garantir le soutien maximum aux victimes en réparant les dommages causés et en normalisant la situation à travers la réalisation d'actions et plans prévus pour une vite récupération et en tirant des leçons apprises à fin de préparer des futures mesures de réaction.*

AXES PRIORITAIRES

- Faire constamment une évaluation des menaces et des risques terroristes ou extrémistes violents, ainsi que des vulnérabilités observées, en exerçant et en mettant à jour les plans d'action pour réagir d'une manière rapide et coordonnée.
- Attribuer suffisamment de ressources humaines, matériels et financements pour réduire au maximum les conséquences d'un acte terroriste ou extrémiste violent.
- Encourager et conserver la reconnaissance sociale et les procès d'appui, aide et assistance aux victimes d'attentats terroristes.
- Promouvoir le consensus politique et social dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, de même que la collaboration internationale, pour fournir une réponse efficace face à un attentat terroriste.
- Dans chaque situation critique, extraire, évaluer et devenir responsable des leçons qui permettent améliorer et optimiser les moyens et procès d'une préparation coordonné de la réponse face à une action de terrorisme ou d'extrémisme violent.
- Établir et tenir à jour un plan de communication stratégique pour renforcer la résilience de la société civile et sa confiance envers les Institutions de l'État pendant la gestion d'une crise face à un acte de terrorisme ou d'extrémisme violent.



AXES PRIORITAIRES



DOMAINE INTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine intérieur

Réduire au minimum les conséquences d'une action terroriste ou extrémiste violente, à travers une réponse immédiate, efficace et coordonnée dans l'assistance à la population, donnant de la priorité aux victimes, à la réparation des dommages causés, au rétablissement des services endommagés et à l'élucidation des faits.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Mettre à jour constamment une analyse des risques à travers l'évaluation régulière de la menace comme un instrument pour adapter les capacités de réaction face à un acte terroriste ou de violence extrémiste, en adoptant des critères en commun pour l'évaluation des risques dans l'ensemble des actions impliquées lors de sa valorisation.
2. Avoir les moyens humains, matériels et réglementaires nécessaires pour garantir une réponse adaptée et coordonnée face aux possibles scénarios prévus à partir d'une analyse permanente des risques.
3. Adapter le Plan de Prévention et de Protection Antiterroriste (PPPA) avec la planification de moyens et procès, en garantissant une réponse efficace à un attentat terroriste.
4. Renforcer les capacités et la formation de tous les acteurs engagés dans la réponse face à une action terroriste ou extrémiste violente, à travers l'élaboration et la révision de manière régulière des mesures et des plans

spécifiques, ou en secteurs, dont on a besoin pour assurer leur coordination et synergie, et garantir l'unité dans l'action et l'efficacité dans la communication entre secteurs et territoires parmi les différentes Administrations.

5. Rendre plus forts et améliorer les plans de protection d'infrastructures critiques face aux attentats terroristes, à travers l'optimisation de la coordination publique et privée par les organismes compétents.
6. Encourager des plans d'urgence à un niveau mondial face aux attaques terroristes avec des moyens NRBC à travers l'optimisation de la coordination et des capacités de réaction de tous les acteurs qui participent à la réponse de ce genre d'actions terroristes.
7. Mettre à jour régulièrement les normes qui permettent réduire au maximum les conséquences et les dommages subis par les victimes des attentats terroristes, en renforçant la reconnaissance sociale et les procès d'appui, d'aide et assistance et de développement des activités qui encouragent les principes de la mémoire, la dignité, la vérité et la justice.
8. Encourager le consensus politique à travers le renforcement de l'Accord pour consolider l'unité en défense des libertés et dans la lutte contre le terrorisme.
9. Développer un Plan de Communication Stratégique dans la Gestion des Crises qui permette à l'ensemble des acteurs engagés dans la réponse à un acte terroriste ou d'extrémisme violent et enrayer la propagande subséquente, en réduisant ses conséquences et en augmentant la résilience des victimes et des institutions endommagées.
10. Développer un système d'évaluation critique, coordonné par le Ministère de l'Intérieur, avec la participation des différents agents engagés, des mises à jour faites après une action de terrorisme ou d'extrémisme violent qui rende plus facile l'optimisation de réponses futures et le tirage des leçons apprises.

DOMAINE EXTÉRIEUR

Objectif spécifique dans le domaine extérieur

Réduire au maximum l'impact que les actions terroristes ou extrémistes violentes puissent avoir sur la sécurité des citoyens, les entreprises et les intérêts nationaux, à travers une réponse propice et coordonnée en ce qui concerne l'appui de nos alliées dans l'action extérieure de l'État.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Renforcer la participation nationale aux initiatives, au niveau européen, qui encouragent ou développent des outils de valorisation de risques comme un moyen pour créer des capacités de réaction, à travers la recherche d'une seule démarche d'analyse des erreurs et des améliorations.
2. Renforcer les mécanismes de support et/ou compensation aux victimes espagnoles des attaques terroristes à l'étranger.
3. Faire connaître des expériences positives du modèle espagnol de protection intégrale aux victimes du terrorisme comme référence à l'échelle mondiale.
4. Participer d'une manière active et coordonnée, à partir de tous les secteurs publics, aux forums internationaux où les mesures à prendre soient mises en commun et les réponses face aux attentats terroristes soient pratiquées.
5. Rendre plus forte la coopération internationale, particulièrement dans le domaine de l'Union Européenne et de l'espace Méditerranéen pour préparer et déclencher une réponse commune, efficace et immédiate face à un attentat terroriste.

6. Promouvoir la révision de la législation de l'Union Européenne pour le fonctionnement des Mécanismes Communautaires de Protection Civile prévus dans la Stratégie contre le Terrorisme de l'Union Européenne.
7. Mettre à jour régulièrement la carte des risques à l'étranger à travers l'évaluation régulière de la menace terroriste dans des scénarios d'intérêt, tenant compte de l'évolution des facteurs et des conséquences.
8. Informer régulièrement aux citoyens et aux intérêts espagnols à l'étranger, par le biais des moyens appropriés, sur la situation du risque et des mesures à adopter au moment d'une action terroriste.

DOMAINE DES ESPACES COMMUNS DU MONDE

Objectif spécifique dans le domaine des espaces communs du monde

Renforcer la gouvernance et l'emploi des espaces du monde pour aborder de manière efficace la réponse aux situations critiques dérivées des actions terroristes et extrémistes violentes dans ces espaces.

PLANS STRATÉGIQUES

1. Optimiser le modèle de gestion d'une crise et le système d'évaluation des espaces communs du monde, avec une approche intégrale, prévoyante et résiliente pour garantir une réponse efficace, coordonnée et proportionnée dans tous les domaines concernés.
2. Renforcer la résilience des Administrations Publiques et des systèmes d'information et de télécommunications face à des actes terroristes ou d'extrémisme violent, particulièrement ceux qui ont été utilisés par des opérateurs d'infrastructures critiques, à travers le renforcement des programmes pour les exercices de simulation d'incidents de Cybersécurité, et ainsi évaluer et perfectionner les démarches pour répondre aux attaques terroristes, avec la participation du secteur privé.
3. Promouvoir l'intégration d'une culture de Cybersécurité à travers l'incorporation et l'établissement d'un protocole d'action dans le secteur privé avec les entreprises civiles en relation avec le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), particulièrement celles qui sont liées au cyberspace pour que, au cas où il se produise un attentat terroriste, elles puissent intensifier la collaboration avec les autorités compétentes.

4. Étendre l'utilisation des TIC dans la gestion d'urgences pour diffuser des alertes et des conseils de sécurité pour les incidents terroristes et assurer sa fiabilité, possibilité et portée.
5. Renforcer et améliorer les plans de protection d'infrastructures critiques face à des attentats terroristes à travers des cyber-attaques, avec une meilleure coordination publique et privée grâce aux organismes compétents.



Chapitre 5

La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme dans le Système de Sécurité Nationale

Dans ce chapitre on envisage le besoin d'intégrer la Stratégie Nationale Contre le Terrorisme dans le Système de Sécurité Nationale actuelle

La lutte contre le terrorisme dans le cadre du Système de Sécurité Nationale

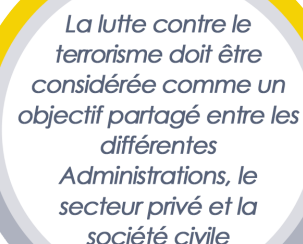
Le terrorisme et les extrémismes violents constituent une des menaces les plus importantes à traiter par notre pays. Elles portent pourtant un intérêt particulier pour la Sécurité Nationale, exprimé de manière spécifique dans la Stratégie de Sécurité Nationale en vigueur:

Parallèlement, différentes Stratégies dans plusieurs secteurs, comme la Stratégie de Cybersécurité Nationale, la Stratégie de Sécurité Maritime Nationale et la Stratégie de

Sécurité Énergétique Nationale, envisagent le terrorisme dans le répertoire des menaces et défis, de même que des différents plans d'action pour les faire face, chacun dans son secteur spécifique. Par rapport à ceci, l'incorporation de la Stratégie Nationale Contre le Terrorisme dans le Système de Sécurité Nationale (SSN) garantit aussi la cohésion avec le reste des stratégies des différents secteurs et avec les plans d'action à développer.

De plus, le SSN a pour objectif, entre autres, l'organisation, à plusieurs niveaux et de manière générale, de l'action coordonnée des agents et des instruments au service de la Sécurité Nationale, aussi dans les aspects transversaux de la lutte contre le terrorisme.

La lutte contre le terrorisme doit être considérée, de même que la Sécurité Nationale dans son ensemble, comme un objectif partagé entre les différentes Administrations de l'état, des communautés autonomes et des localités, ainsi que par le secteur privé et la société civile, dans le cadre des compétences et responsabilités des acteurs engagés.



La lutte contre le terrorisme doit être considérée comme un objectif partagé entre les différentes Administrations, le secteur privé et la société civile

Un effort intégrant qui, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, fait preuve d'une spécificité singulière. Premièrement, parce qu'il a besoin de compétences qui exigent la réalisation des plans d'action reprises dans la Stratégie Nationale contre le Terrorisme puisqu'il traite toutes les étapes du procès terroriste depuis sa prévention jusqu'à la préparation de la réponse, passant par la protection et la poursuite. Deuxièmement, parce que l'expérience espagnole dans la lutte contre le terrorisme démontre l'efficacité et le succès de ses stratégies intégrales contre le terrorisme. Dernièrement, la propre particularité du phénomène terroriste, qui touche d'une façon grave et directe à la société et à l'État dans son ensemble, exige une réponse notamment intégrale et intégrante.

D'autre part, intégrer la lutte contre le terrorisme dans le SSN ne doit pas être confondu avec un changement de l'attribution des rôles compétents dans la lutte contre le terrorisme, ni avec un changement du modèle de sécurité et intelligence contreterroriste espagnol, un modèle robuste, efficace et consolidé après de longues années contre le fléau du terrorisme.

Finalement, l'intégration de la lutte contre le terrorisme dans le SSN a aussi pour but l'application dans ce domaine des mêmes principes de base qui dirigent la politique de Sécurité Nationale : l'unité dans l'action, l'anticipation, la prévention, l'efficacité, la durabilité de

l'utilisation des ressources, la capacité de résistance et de récupération, la coordination et la collaboration.

Un nouveau comité spécialisé dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et les extrémismes violents

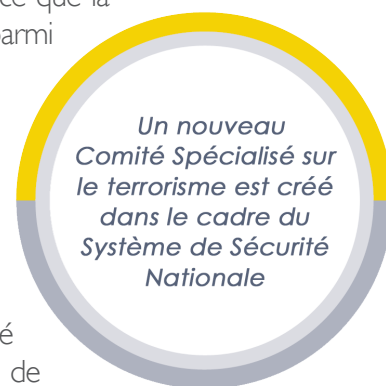
Le domaine de la Sécurité Nationale apparaît comme un espace d'action publique visant à harmoniser des objectifs, des ressources et des politiques déjà existantes en matière de sécurité. L'effort d'intégration dont on a besoin est d'une telle importance que la Sécurité Nationale doit être considérée comme un objectif partagée parmi tous les acteurs engagés.

Pour atteindre ceci, on a constitué une structure: le Système de Sécurité Nationale, avec le Conseil de Sécurité Nationale comme son plus haut représentant. Une structure qui s'est vue renforcée à travers la formation des Comités Spécialisés, comme les organes d'appui du Conseil de Sécurité Nationale qui, avec une approche politique et stratégique, rendent plus facile la prise de décisions dans plusieurs secteurs spécifiques: le Comité de Situation, le Comité Spécialisé dans l'Immigration, le Conseil National de Sécurité Maritime, le Conseil National sur la Cybersécurité, le Comité de Sécurité Énergétique, le Comité de Non-prolifération et le Conseil National de Sécurité Aérospatiale.

Dans la plupart de ces Comités spécialisés on traite de manière tangentielle des aspects liés à la menace terroriste et les extrémismes violents, mais il n'existe toujours pas un comité spécifique, consacré exclusivement aux questions transversales du phénomène terroriste dans notre pays.

À son tour, des questions horizontales comme la prévention de la radicalisation, particulièrement dans ses aspects éducatifs et sociales, le développement de la résilience face aux attentats terroristes, la génération de contre-propositions pour affronter les faux discours terroristes, entre autres, ont besoin d'un traitement intégral et coopératif qui dépasse les frontières traditionnelles du ministère dans sa prise en charge politique et stratégique.

Tout ceci sert à justifier suffisamment la création d'un Comité Spécialisé pour traiter le terrorisme et les extrémismes violents. Ce nouveau Comité Spécialisé, avec un nom



spécifique et des tâches concrètes déterminées dans sa norme de création, appuiera au Conseil de Sécurité Nationale pour qu'il accomplisse ses fonctions et, en particulier, pour assister au Président du Gouvernement dans la direction et la coordination de la Politique de Sécurité Nationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et les extrémismes violents. De plus, il renforcera les relations de coordination, collaboration et coopération entre les différentes Administrations Publiques compétentes dans la matière, de même qu'entre les secteurs publics et privés, et rendra plus facile la prise de décisions du Conseil lui-même.

Sans préjudice de son développement et concision ultérieurs, le cadre général du développement futur du Comité Spécialisé sera déterminé par les facteurs de caractérisation suivants::

- Compte tenu des responsabilités, compétences et de la fonction intégrante réalisée jusqu'à maintenant dans le cadre de l'EICTIR, ainsi que les propres compétences attribuées au Ministère de l'Intérieur dans la lutte contre le terrorisme, le Comité Spécialisé sera présidé par la Secrétaire d'État à la Sécurité (SES) du Ministère de l'Intérieur; conforme à ce qui est prévu pour le Comité Spécialisé de l'Immigration.
- Parallèlement, la composition du Comité Spécialisé révélera l'ensemble des domaines des départements, organismes et agences des Administrations Publiques qui soient compétentes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, pour coordonner les actions qui doivent être traitées ensemble.
- Les travaux du Comité Spécialisé seront axés sur des questions transversales dans le domaine politique et stratégique qui exigent une action concertée, pluridisciplinaire et entre multiples agences, dans lesquelles l'intégration soit un actif à renforcer; sans préjudice de la conservation des protocoles et mécanismes de coordination opérative et d'intelligence déjà existants.



Chapitre 6

Dernières considérations. Validité, évaluation et mise à jour

Dans ce chapitre on présente, en guise de conclusion, des dernières considérations et on concrétise la validité de la Stratégie Nationale Contre le Terrorisme, de même que les mécanismes pour sa mise à jour et son évaluation.

Dernières considérations

L Espagne a développé des modèles de référence en matière de sécurité comme par exemple son système de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, fondé sur le concept d'une approche globale. Cependant, dans un contexte actuel et futur, où la révolution technologique déclenche un procès constant de

transformation et mondialisation face à la menace terroriste, on doit continuer avec la mise à jour des stratégies développées contre ce phénomène, avec une vision prospective et fournissant des réponses intégrales, coordonnées et coopératives dans un niveau national et international.

Cette nouvelle Stratégie Nationale Contre le Terrorisme naît d'une volonté d'être la clef de voûte par laquelle l'action de l'État, dans la lutte contre ce phénomène, est articulée, à fin de garantir la Sécurité Nationale et les intérêts nationaux à l'étranger.

La raison principale de la publication de la Stratégie, dirigée à tous les citoyens, est l'objectif d'engager l'ensemble de la société, dans le but d'intégrer et coopérer avec les différentes Administrations et avec le secteur privé.

La Loi constitue un élément essentiel pour l'État de Droit et son adaptation à l'évolution de la menace que le terrorisme et l'extrémisme violent présentent, axe transversal des piliers de la Stratégie, est la base de son développement.

Considérer, respecter et protéger de manière intégrale aux victimes doit être toujours un axe prioritaire et de référence de l'action de l'État contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Il s'avère nécessaire de créer un Comité Spécialisé Contre le Terrorisme pour appuyer au Conseil de Sécurité National dans le développement de cette Stratégie Nationale.

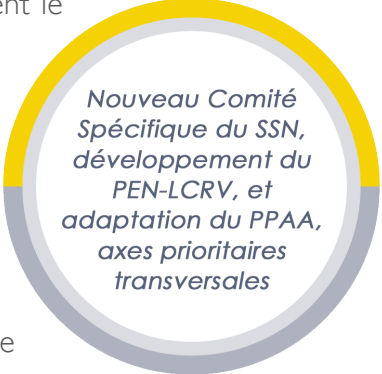
La prévention devient un élément clef pour supprimer à l'origine les menaces futures. Néanmoins, elle exige un effort particulier pour sensibiliser et coordonner toutes les Administrations et un large éventail de mesures dans tous les domaines de notre société. C'est pour ceci que la Stratégie encourage la mise en œuvre du Plan Stratégique National de Lutte contre la Radicalisation Violente, renforçant la coordination et la collaboration de l'ensemble des Administrations et institutions publiques et privées, mettant l'accent sur les centres de détention et le financement du terrorisme, en encourageant des plans spécifiques de contrôle, suivi et déradicalisation et rendant indispensable l'élaboration et le développement d'un Plan National de Lutte contre le Financement du Terrorisme.



Même si la protection totale s'avère impossible, la valorisation permanente des menaces et risques devient essentielle pour prioriser convenablement les efforts, permettant l'application de mesures de renforcement supplémentaires qui améliorent la sécurité des citoyens et de l'État.

Une mise à jour constante du Plan de Prévention et Protection Antiterroriste devient exigible, pas seulement pour assurer la valorisation permanente de la menace, mais aussi pour sélectionner, avec un système efficace, les objets à protéger et réviser les systèmes de coordination de l'information sur ceux-ci, notamment le Catalogue National des Infrastructures Critiques.

Dans la poursuite, la capacité pour obtenir, analyser et intégrer l'information et l'intelligence contre le terrorisme et l'extrémisme violent se renforce puisqu'elle est une des bases transversales qui soutiennent les quatre piliers de l'action de cette Stratégie. Pourtant, le renforcement des ressources humaines, matérielles et techniques des organes nationaux de sécurité et intelligence et des procès dans lesquels ils s'appuient, en plus de la coordination et l'exploitation de l'intelligence obtenue, deviennent essentiels.



*Nouveau Comité
Spécifique du SSN,
développement du
PEN-LCRV, et
adaptation du PPAA,
axes prioritaires
transversales*

Le renforcement du système de coordination du centre d'Intelligence contre le Terrorisme et le Crime Organisé des recherches réalisées par les Forces et les Corps de Sécurité contre le terrorisme devient aussi prioritaire et, le cas échéant, son lien avec le crime organisé, ainsi que contre l'extrémisme violent.

Être préparé pour réagir face à un acte terroriste doit être une priorité du développement de la Stratégie. Il est impératif de renforcer les systèmes de coordination pour réagir, assister aux victimes, réparer les dommages et rétablir la normalité des institutions et de la société.

La Communication Stratégique est un troisième élément essentiel transversal des piliers de la Stratégie et elle se présente dans trois domaines:

1. Une communication interne qui révèle la confiance des citoyens sur l'action de l'État face aux menaces du terrorisme et de l'extrémisme violent et sa propagande. Il faut renforcer la participation des citoyens pour soutenir

la collaboration intégrale en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Pour ceci, on doit consolider les connaissances et l'utilisation des voies de communication y compris, entre autres, le Centre de Coordination d'Information sur Radicalisation (CCIR) et ceux qui ont été autorisés par les organismes de sécurité et intelligence.

2. Une communication externe, qui traite la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la mondialisation actuelle, exige l'appui et la coopération avec les pays voisins et alliés. La coordination et la synergie avec l'UE, l'ONU, l'OTAN et autres organisations internationales de sécurité et défense ou coalitions dont l'Espagne fait partie, sont essentielles dans tous les piliers et peut avoir un grand impact dans le domaine interne et dans les espaces communs à l'échelle mondiale.
3. Le troisième domaine est constitué par la communication dirigée aux terroristes et extrémistes violents, à fin qu'ils reçoivent un message clair et sans équivoque sur la détermination de la société espagnole à se prévaloir des moyens de l'État de Droit pour son éradication.



D'autre part, pour atteindre les objectifs définis, la formation spécifique du personnel de tous les services et institutions engagés dans les diverses phases de l'action terroriste ou extrémiste violente est essentielle, depuis la prévention jusqu'aux plans de réaction et d'urgence.

D'un point de vue plus général, il est nécessaire de favoriser dans toutes les Administrations la réalisation de l'objectif général de la Stratégie, par le biais de l'application et le développement de Plans Stratégiques Sectoriels et, le cas échéant, de Plans Spécifiques ou d'Action, pour mener à bien les objectifs spécifiques concrets qui ont été soulignés dans les différents piliers.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent doit être fondée sur un modèle fort basé sur l'unité des partis politiques, l'action efficace et coordonnée de

l'Administration, des Forces et Corps de Sécurité, des Forces Armées et des Services d'Intelligence, le travail des juges et des procureurs, la coopération internationale, de même que de l'engagement de la société espagnole, avec le support et l'assistance totale et permanente aux victimes du terrorisme, respectant sa dignité et sa mémoire avant tout.

Validité, évaluation et mise à jour

La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme a une période de validité de quatre ans après son accord, sous réserve des circonstances suggérant avancer sa révision. Sa mise en œuvre et développement auront pour but atteindre ses objectifs et actions stratégiques et spécifiques, rendant nécessaire la révision et mise à jour consécutives des Plans Nationaux en vigueur faisant partie de ce cadre stratégique.

La stratégie est conçue comme un document mis à jour qui doit s'adapter à l'évolution du terrorisme et de l'extrémisme violent. Pour ceci, il sera évalué régulièrement, ainsi que les Plans Spécifiques et Sectoriels qui en dérivent.

Un Rapport Annuel d'Évaluation de la Stratégie sera rédigé avec son degré d'exécution et la réalisation de ses objectifs.



